

Faire autrement : c'est possible !

La victoire de Syriza change incontestablement la donne en Grèce et en Europe. Les Grecs ont choisi démocratiquement une autre voie. Mais un bras de fer terrible avec l'Union européenne et ses institutions est en cours. Pour la première fois en Europe, s'organise dans un pays une contre-attaque contre les politiques d'austérités.

Très vite, cependant, le gouvernement grec a été confronté à une négociation, dans un rapport de force défavorable, sur la question du remboursement de la dette et du prolongement du programme d'aide financier. Dès le 4 février, la Banque centrale européenne a supprimé une possibilité de refinancement des banques grecques provoquant ainsi un retrait massif de liquidités en Grèce, les fragilisant fortement.

La volonté du gouvernement allemand, soutenu par le gouvernement espagnol (qui craint une victoire de Podemos aux élections d'octobre), mais aussi par la plupart des gouvernements européens, **dont la France**, était de faire plier la Grèce. Cela pour bien montrer qu'aucune politique hors des « diktats » néolibéraux n'est possible. *« Sinon Syriza prouverait qu'une autre politique est possible ».*

Un compromis provisoire de quatre mois va permettre à la Grèce de ne pas faire faillite, mais au prix d'atermoiement de leur programme. Cette période peut être décisive pour la Grèce, le type d'avenir de l'Europe et la souveraineté démocratique... Comment accepter les propos de M. Junker (président de la commission européenne) : *« il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens » ?*

Le gouvernement grec demande une conférence internationale sur sa dette comme ce fut le cas pour l'Allemagne en 1953 (elle bénéficia à l'époque d'une annulation par les créanciers, dont la Grèce, de 60% de sa dette)...

Un autre point devrait interpeller les citoyens, les politiques et les médias : comment comprendre que la Banque Centrale Européenne émette 60 Mds d'euros par mois, jusqu'à un total de 1000 Mds, pour racheter les dettes publiques de la zone Euro et le refus de la restructuration de la dette grecque ?

La solidarité avec le peuple Grec et son gouvernement, est notre avenir. Ne sommes nous pas tous grecs ?

Le SNEP et la FSU, avec d'autres mouvements appellent à soutenir les actions qui se mettent en place (voir notre site ou celui d'ATTAC).

pascal.anger@snefsu.net